



Déficit public: Emmanuel Macron sous la pression de Bruxelles

- Source: lefigaro.fr 11/05/2017



La commission européenne dévoile aujourd'hui ses prévisions économiques pour l'Union européenne et la zone euro. Bruxelles compte sur le nouveau président français pour respecter sa promesse de respecter les «engagements européens».

Bruxelles s'apprête à dévoiler jeudi ses nouvelles prévisions de déficit public en 2017 et 2018 pour la France, dont le nouveau président se retrouve déjà sous pression pour respecter les règles européennes

après neuf ans de dérapage. «L'Europe va regarder [Emmanuel Macron en lui demandant d'être sérieux sur les finances publiques et de tenir les engagements de la France](#)», a averti mardi le Commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici. «Il est important que la France sorte de la procédure de déficit excessif, il ne serait pas bon que la France soit le dernier pays en Europe à être en déficit excessif», ajoute-t-il.

Lors de ses prévisions d'hiver, le 13 février dernier, la Commission européenne avait tablé sur un déficit public de 2,9% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2017 et de 3,1% en 2018. La dernière fois que le déficit public français était sous la barre fatidique des 3% du PIB, respectant ainsi les règles européennes auxquelles les pays membres de la zone euro ont souscrit, remonte à 2007, c'est-à-dire avant la crise financière. Il s'établissait à 2,7% du PIB. Par deux fois, la France a bénéficié de délais de deux ans, concédés par la Commission européenne pour revenir dans les clous: en 2013 --Pierre Moscovici était alors ministre français de l'Economie et des Finances-- et en 2015.

«Nous avons toutes les raisons de penser que l'objectif de passer en dessous de 3%, de respecter les critères, est tout à fait tenable», a ainsi assuré Pierre Moscovici. De fait, Emmanuel Macron était le seul des candidats à la présidentielle à s'être engagé à rester en 2017 dans «l'épure des 3%».

«La France doit restaurer sa crédibilité»

Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, paru le 17 mars dernier, le nouveau président français avait affirmé: «Nous ne remettons pas l'Europe sur les rails si la France ne fait pas son travail (...) La France doit restaurer sa crédibilité en réformant son

marché du travail et en faisant preuve de sérieux sur son budget». Des déclarations qui flattaient Berlin, toujours très sourcilleux en matière d'orthodoxie financière et qui dégage depuis 2014 des excédents publics --pour 2017, la Commission européenne tablait en février sur +0,4%.

En faisant preuve de discipline budgétaire, Emmanuel Macron pourrait espérer ainsi trouver une oreille plus attentive en Allemagne sur ses projets européens, évoqués pendant la campagne, tels que la création d'un ministre des Finances et d'un budget de la zone euro. Il est en tout cas certain que les dérapages français récurrents sont de plus en plus pointés du doigt. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a ainsi appelé lundi Emmanuel Macron à réduire la dépense publique en France lorsqu'il sera au pouvoir, [jugant que son niveau actuel n'était pas tenable à terme](#).

«Les Français consacrent entre 53% et 57% de leur Produit intérieur brut à leurs budgets publics, compte tenu du niveau relativement élevé de la dette, cela ne peut pas fonctionner dans la durée», avait averti le Luxembourgeois. Et le lendemain, l'Allemand Manfred Weber, président du Parti populaire européen (PPE, droite), qui dispose du plus grand nombre de députés au Parlement européen, incitait également la France à des efforts. «Il n'est pas question que nous accordions un traitement de faveur à la France simplement parce que c'est un pays grand et important», avait estimé ce conservateur bavarois.

«Cela ne serait pas du tout bien accepté par les Espagnols et les Portugais qui devaient faire beaucoup de sacrifices les années précédentes», avait argué Manfred Weber, rappelant ainsi que Madrid et Lisbonne avaient été menacés de sanctions l'an dernier pour déficit excessif.